

2024 : en Europe, l'inexorable progression de l'extrême droite

Le dossier de L'Express . Les élections européennes, et d'autres scrutins, pourraient confirmer la montée de l'extrême droite sur le continent.



Marine Le Pen et Matteo Salvini, le leader du parti Lega, membre du groupe ID comme le Rassemblement national, le 17 septembre 2023, à Pontida, dans le nord de l'Italie.

[afp.com/GABRIEL BOUYS](https://www.afp.com/GABRIEL%20BOUYS)

Le scénario fait rêver Marine Le Pen. Selon les dernières estimations du site [Europe Elects](#), le groupe Identité et démocratie (ID), auquel appartient le Rassemblement national, pourrait passer devant Renew Europe, celui d'Emmanuel Macron, à l'issue des élections européennes de juin (84 à 98 sièges pour le premier contre 75 à 90 pour le second). Mieux pour la cheffe d'extrême droite : les droites nationalistes au sens large pourraient même devancer arithmétiquement le PPE, le puissant rassemblement des droites traditionnelles (169 à 185 sièges).

En 2024, l'Europe devrait continuer à se teinter de brun. Au Portugal, le parti Chega va probablement continuer à gagner des sièges lors des législatives de mars, tandis qu'en Allemagne l'AfD devrait terminer en tête des élections régionales et faire un beau score aux européennes. "Les formations d'extrême droite sont en bonne santé aujourd'hui - à quelques exceptions près [NDLR : la Pologne] - : elles ont accédé au pouvoir, comme en Italie, apportent un soutien décisif à celui-ci, comme en Suède, ou affichent des sondages flatteurs comme en France, souligne Benjamin Biard, du Centre de recherche et d'information socio-politiques de Bruxelles. Et une barrière a sauté : il n'est plus tabou de dire qu'on vote ou soutient une formation d'extrême droite, comme auparavant."

Cette progression aura-t-elle une influence sur les politiques menées à Bruxelles ? Non, veut croire Jean-Dominique Giuliani. "La majorité à Strasbourg devrait rester entre les mains d'une coalition PPE-Renew-Verts, explique le président de la [Fondation Robert-Schuman](#). Et quand l'extrême droite parvient au pouvoir, comme avec Giorgia Meloni en Italie, elle

applique une politique européenne, car les Etats membres ont besoin de la coopération communautaire." Sans compter qu'au Parlement, les deux groupes à droite de la droite n'ont jamais réussi à s'entendre : Meloni et les ultranationalistes polonais du PiS (CRE) refusant de s'afficher avec Le Pen ou l'AfD (ID), considérés comme accommodants avec la Russie.



La co-chef du parti AfD Alice Weidel, lors d'une conférence de presse, le 9 octobre 2023 à Berlin

© / [afp.com](https://www.afp.com/)/MICHELE TANTUSSI

Pour autant, cette montée des mouvements nationalistes devrait continuer d'influer sur les politiques des gouvernements qui composent l'Union européenne. "Ils sont en train de remporter la bataille des idées jusqu'au centre, comme l'a démontré la loi immigration de Macron adoptée en décembre avec les votes et le satisfecit de Marine Le Pen et de ses troupes, et même, parfois, à gauche, comme au Danemark, où le gouvernement mène une politique très ferme sur le sujet, constate Benjamin Biard. Sur le continent, le principe d'un traitement des demandes d'asile à l'extérieur des frontières de l'UE, était inimaginable il y a encore quelques années."

Un renforcement de l'extrême droite "risquerait par ailleurs de remettre en cause le suivi par Bruxelles du bon respect de la protection des minorités et de l'Etat de droit parmi les Vingt-Sept", estime le chercheur belge. Soit quelques-uns des principes cardinaux de l'Union européenne.